

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/REG/M/28**

8 mars 2001

(01-1128)

---

## Comité des accords commerciaux régionaux Vingt-huitième session

### NOTE SUR LA RÉUNION DU 22 FÉVRIER 2001

Présidents: M. E. T. Custodio (Philippines)  
et Mme L. Dubois-Destrizais (France)

#### A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1. La vingt-huitième session du Comité des accords commerciaux régionaux (le Comité) a été convoquée par l'aérogamme WTO/AIR/1484 daté du 7 février 2001.

2. La représentante des États-Unis a annoncé que, sous le point "Autres questions", sa délégation poserait la question de savoir s'il était possible de diffuser un ordre du jour provisoire annoté un mois avant les réunions du Comité. Le Président a répondu que la présidence ferait certaines annonces au sujet du calendrier des réunions du Comité au titre du point "Autres questions".

3. La représentante des États-Unis a déclaré que sa délégation s'inquiétait de ce que certains documents n'avaient pas été distribués suffisamment longtemps avant la réunion en cours. Sans pour autant s'opposer à l'adoption de l'ordre du jour, elle a exprimé la crainte de ne pas pouvoir finir l'examen des points auxquels se rapportaient les documents distribués tardivement.

#### 4. L'ordre du jour ci-après a été adopté:

- A. Adoption de l'ordre de jour
- B. Programme de travail
- C. Présentation de rapport sur le fonctionnement des accords
- D. Examen des accords commerciaux régionaux
  - I. Union douanière entre la République kirghize, la Fédération de Russie, le Bélarus, le Kazakhstan et le Tadjikistan
  - II. Accord de libre-échange entre la République kirghize et la Fédération de Russie
  - III. Accord de libre-échange entre la République kirghize et l'Ukraine
  - IV. Accord de libre-échange entre la République kirghize et l'Ouzbékistan
  - V. Accord de libre-échange entre la République kirghize et la Moldova
  - VI. Accord de libre-échange entre la République kirghize et le Kazakhstan
  - VII. Accord de libre-échange entre l'Azerbaïdjan, l'Arménie, le Bélarus, la Géorgie, la Moldova, le Kazakhstan, la Fédération de Russie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la République kirghize
  - VIII. Accord de libre-échange entre l'Estonie et l'Ukraine
  - IX. Accord euroméditerranéen entre les Communautés européennes et la Tunisie
  - X. Accord de libre-échange entre l'AELE et le Maroc
  - XI. Accord de libre-échange entre la Hongrie et la Lituanie
  - XII. Accord de libre-échange entre la Hongrie et la Lettonie
  - XIII. Accord de libre-échange entre la Pologne et la Lettonie

- E. Élection du bureau
- F. Autres questions

5. Le Président, a rappelé que l'Association latino-américaine d'intégration (LAIA) avait obtenu le statut d'observateur au CACR sur une base *ad hoc*, et a demandé au Comité de confirmer qu'il pouvait inviter la LAIA à sa réunion suivante. Le Comité a donné son accord.

B. PROGRAMME DE TRAVAIL

6. Le Président a déclaré que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour pour permettre de débattre de l'étendue et de l'orientation des travaux du Comité en 2001. Selon lui, le Comité devrait normalement, au cours de cette année, porter son attention sur l'achèvement des projets de rapports concernant l'examen des accords commerciaux régionaux. Le Comité ne pourrait s'engager dans un programme de travail consistant tant que cette question ne serait pas résolue de manière satisfaisante. Du reste, il avait reçu des instructions du Conseil général pour s'en occuper et lui faire rapport en mai sur les progrès réalisés. Le programme de travail du Comité prévoyait aussi des débats systémiques sur la base d'études horizontales réalisées par le Secrétariat, ainsi que l'examen de certains accords commerciaux régionaux. La Présidente suivante examinerait ultérieurement avec le Comité le programme de travail des semaines ultérieures.

7. Un représentant du Secrétariat a déclaré qu'il s'était entretenu avec la future Présidente au sujet du programme de travail du Comité jusqu'à la réunion du Conseil général de mai. Elle lui avait fait savoir qu'elle établirait un programme de consultations qu'elle proposerait au Comité dans les semaines suivantes.

8. Rendant compte de la réunion informelle du Comité tenue peu de temps auparavant, le Président a indiqué que l'achèvement de quelques rapports d'examen dont la rédaction était à un stade avancé était considéré comme prioritaire. Pour accélérer les choses, il avait été proposé de s'occuper des projets de rapports, dans un premier temps, au sein de petits groupes de délégations intéressées; celles qui étaient intéressées par l'évolution des projets mais qui ne pouvaient pas être présentes lors des réunions de ces groupes avaient la possibilité de charger d'autres Membres de présenter leurs observations en leur nom. Cinq projets de rapports se trouvaient à un stade avancé. Le Président a espéré que son successeur pourrait imaginer un mécanisme permettant de les finaliser rapidement. Le Comité pourrait ainsi entreprendre l'examen d'autres projets de rapports et résorber un arriéré que nul n'ignorait et qui ne cessait de croître. Il a également relevé qu'en ce qui concerne les questions systémiques, le Comité devrait attendre la diffusion des études du Secrétariat sur le champ d'application des accords commerciaux régionaux et la question des règles d'origine dans ces accords, qui seraient distribuées avant la réunion de juillet du Comité.

9. Le représentant de Hong-Kong, Chine a souligné l'importance qu'accordait sa délégation aux études horizontales qui permettaient de mieux comprendre l'incidence des accords commerciaux régionaux sur le système commercial multilatéral. L'importance des travaux systémiques du Comité avait été mise en évidence lors des deux réunions précédentes du Conseil général. Étant donné qu'à sa précédente réunion, en octobre 2000, le Comité avait déclaré que l'étude sur le champ d'application pourrait peut-être paraître en janvier 2001, l'intervenant s'est demandé si elle ne pourrait pas être publiée avant juin.

10. Le représentant du Secrétariat a relevé que la question de la finalisation des projets de rapports d'examen était étroitement associée à celle de la réalisation des études horizontales, et a rappelé aux Membres les contraintes liées aux ressources en personnel. Les travaux avaient progressé en ce qui concernait l'étude sur le champ d'application, et un certain travail de fond avait été réalisé pour ce qui est des règles d'origine. Il a émis des doutes quant à la possibilité de diffuser une étude en avril ou en mai; étant donné que les études devaient être distribuées un mois avant la réunion, elles

devraient être disponibles au début du mois de juin. Or, ce délai était très court, compte tenu des contraintes qui pesaient sur la Division et du volume de travail qu'exigeaient ces études. L'un des problèmes que soulevait leur réalisation concernait la masse de données disponibles, et le Secrétariat se posait la question de savoir si elle pouvait lui être utile pour réaliser ces études. Sauf objection de la part des Membres, le Secrétariat prévoyait de recourir, pour l'étude sur le champ d'application, aux données disponibles dans le cadre du Mécanisme d'examen des politiques commerciales (MEPC), conformément au paragraphe 6 de l'évaluation de 1999 du fonctionnement du MEPC, où il était indiqué que "pour éviter toute duplication et, s'il y avait lieu, sur autorisation du Membre concerné, les informations devaient circuler dans les deux sens entre la Division de l'examen des politiques commerciales et d'autres services du Secrétariat de l'OMC, y compris la Base de données intégrée ...".<sup>1</sup> La base de données intégrée était, sous réserve de l'autorisation des Membres, une autre source d'information potentielle pour déterminer les échanges visés par les accords commerciaux régionaux. L'intervenant a émis l'espoir que les Membres ne feraient pas d'objection à l'utilisation de ces deux sources pour l'étude sur le champ d'application. Tout en ne pouvant pas garantir que ces études seraient entièrement achevées début juin, il a donné l'assurance aux Membres qu'ils en auraient un aperçu à ce moment-là.

11. La représentante des États-Unis a déclaré que sa délégation était ravie de savoir que le Secrétariat utilisait d'autres moyens à sa disposition pour améliorer l'efficacité des travaux de la Division. Elle a précisé que la proposition qu'elle présenterait ultérieurement n'impliquait pas la mise à disposition des documents un mois avant la réunion du Comité, mais visait plutôt à obtenir la diffusion d'un ordre du jour annoté provisoire dans ce délai, les documents pouvant être distribués dix jours à l'avance comme prévu. Elle a également relevé que des documents comme l'étude précitée ne pourraient être examinés comme il se devait s'ils n'étaient pas diffusés suffisamment tôt.

12. Le représentant du Secrétariat a remercié la déléguée pour la précision qu'elle venait de faire et a réaffirmé que les études seraient distribuées dès que possible avant la réunion, de manière à permettre de faire toute observation utile.

13. Le représentant de la Hongrie a déclaré qu'il adhérerait sans réserve aux remarques du Président sur le programme de travail du Comité pour 2001.

14. Le Président a remercié les délégations pour leur soutien et a encouragé celles qui étaient très intéressées par les projets de rapports à prendre part aux petits groupes. Il ne restait que peu de points à régler dans certains projets de rapports en vue de leur acceptation informelle puis formelle. En ce qui concernait les études, il a signalé que le Secrétariat faisait tout son possible pour les faire paraître à temps en vue de leur examen approfondi à la réunion de juillet.

#### C. PRÉSENTATION DE RAPPORTS SUR LE FONCTIONNEMENT DES ACCORDS

15. Le Président a tout d'abord rappelé que, selon le calendrier de 1999 relatif à la présentation des rapports biennaux, des rapports devaient être présentés sur 24 unions douanières et accords de libre-échange. Le Comité avait reçu et examiné 20 d'entre eux. Un rapport complémentaire – sur l'Accord commercial de rapprochement économique australo-néo-zélandais (ACREANZ), distribué sous la cote WT/REG/R/B/111 – lui était parvenu mais il ne l'avait pas encore examiné; il manquait toujours trois rapports biennaux – ceux concernant les accords conclus entre l'Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PATCRA), la CE et la Norvège, et les États-Unis et Israël. Il a proposé de remettre l'examen du rapport de 1999 sur l'ACREANZ à la réunion d'automne du Comité, et de communiquer par écrit au Secrétariat toute question y afférente pour la fin de mars, afin de permettre aux Parties d'y répondre pour le 31 mai. Pour ce qui était du calendrier relatif à la présentation des rapports biennaux en 2001, distribué par le Secrétariat sous la cote WT/REG/W/42, le Président a

---

<sup>1</sup> Document WT/MIN(99)/2.

signalé que tous les accords commerciaux régionaux devant faire l'objet d'un rapport en 1999 y figuraient, à l'exception de trois accords qui avaient été remplacés par des accords plus récents et qui étaient en cours d'examen par le Comité. Il a tenu à souligner que tous les rapports biennaux devaient être communiqués au Secrétariat pour le 31 juillet, de façon à permettre la distribution, suffisamment à l'avance, des documents pertinents pour l'examen des rapports biennaux à la session d'automne. Enfin, il a indiqué que, dans l'hypothèse où des progrès seraient réalisés dans la rédaction des projets de rapports d'examen des accords commerciaux régionaux, il faudrait peut-être revoir la procédure du Comité concernant le moment de la première communication des rapports biennaux après l'adoption du rapport d'examen.

16. Le représentant des Communautés européennes a constaté que le Cycle d'Uruguay avait ravivé la nécessité de présenter des rapports biennaux, dont l'usage était tombé en désuétude parce que toutes les parties contractantes au GATT ne s'y conformaient pas. L'établissement de rapports biennaux était utile en ce sens qu'il permettait au Comité de rester au courant des faits nouveaux concernant les accords commerciaux régionaux. Malgré la lourde charge de travail que représentait, pour la CE, l'élaboration des 13 rapports biennaux présentés en 1999, la délégation des Communautés européennes était disposée à renouveler l'exercice en 2001. Tout en notant que le rapport de 1999 sur l'Accord entre la CE et la Norvège manquait toujours, mais qu'il serait communiqué sous peu, il a souligné que, pour que l'exercice continue de présenter un intérêt pour l'ensemble des Membres, il fallait que chacun se conforme à cette obligation. Il a relevé avec plaisir que le rapport sur l'ACREANZ avait été reçu. Il espérait bien que les deux autres rapports manquants allaient être présentés.

17. Associant sa délégation aux observations des CE, le représentant de l'Australie a déclaré que sa délégation jugeait les rapports biennaux très utiles car ils permettaient aux Membres de suivre les faits nouveaux et de débattre des questions importantes. Il a fait savoir que le rapport sur l'accord entre l'Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PATCRA) était en cours d'élaboration et qu'il serait communiqué à l'OMC dès que l'Australie recevrait la contribution du gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

18. Soulignant lui aussi l'intérêt de cet exercice, le représentant du Japon a déclaré qu'en raison de la lenteur du processus d'examen, les informations relatives à certains accords commerciaux régionaux étaient périmées; il a exhorté le Comité à remédier à cette situation.

19. En résumé, le Président a indiqué que le Comité attachait toujours de l'importance à la présentation des rapports biennaux. Il a émis l'espoir que le Comité pourrait reprendre le processus d'examen sur des bases plus sérieuses à l'avenir, et a invité les délégations à communiquer les rapports dus dans les délais en vue de la réunion d'automne.

#### D. EXAMEN DES ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

20. (Les comptes rendus de l'examen des accords énumérés au point D.I à XIII de l'ordre du jour sont distribués sous forme de documents distincts.)

#### E. ÉLECTION DU BUREAU

21. Le Président a déclaré que l'exercice de la présidence avait été une tâche stimulante qu'il avait eu du plaisir à assumer, et qu'il espérait qu'en 2001, le Comité approcherait d'un règlement des principaux problèmes qui se posaient à lui. Il s'est déclaré profondément sensible au précieux soutien que lui avait apporté le Secrétariat, sans lequel il n'aurait pas pu remplir ses fonctions. Il a également exprimé sa profonde reconnaissance aux Vice-Présidents pour leur engagement et la somme de travail qu'ils avaient abattue: Mme l'Ambassadeur Seifert, qui avait quitté le Comité l'année précédente, M Notis et M. l'Ambassadeur Jaegil Lee avaient assumé l'essentiel du travail lié à l'examen des divers

accords commerciaux régionaux, qui arrivaient en grand nombre au Comité. Il a émis l'espoir que cette même ténacité et ce même engagement seraient au rendez-vous pour soutenir son successeur. Il a proposé d'élire Mme Laurence Dubois-Destrizais, Représentante permanente de la France auprès de l'OMC, à la Présidence du Comité.

22. Le Comité a élu par acclamation Mme Laurence Dubois-Destrizais à la présidence du Comité.

23. La nouvelle Présidente a remercié M. l'Ambassadeur Custodio pour le travail accompli, et le Comité pour la confiance qu'il a placée en elle. Le Comité était une instance plutôt unique en son genre et stimulante car tout résultat positif y était considéré comme un événement inattendu alors que l'absence de progrès ne surprenait personne. Il était de bon augure, selon elle, que la session en cours du Comité ait pu être achevée en un jour. Le Comité pouvait être certain qu'elle entendrait les points de vue des délégations et qu'elle mènerait toutes les consultations nécessaires. Tous les Membres étaient respectueux des procédures, mais il n'était pas moins important de décider ce qu'il fallait accomplir quant au fond; elle avait constaté qu'un grand nombre de délégations avaient exprimé le vœu d'accélérer les travaux dans le cadre de réunions informelles. Elle a estimé qu'avec l'appui de la Division du développement et des Vice-Présidents du Comité, un bon travail pourrait être accompli sous sa présidence. À cet égard, elle a annoncé que M. l'Ambassadeur Jaegil Lee abandonnait ses fonctions de Vice-Président et qu'elle engagerait des consultations pour parvenir à un équilibre raisonnable au sein du Bureau.

24. Les représentants des États-Unis; de Hong Kong, Chine; de l'Inde; de la Malaisie pour le compte des pays de l'ANASE; du Japon; des Communautés européennes; de l'Australie; du Canada; et de l'Uruguay, aussi pour le compte des pays du MERCOSUR ont souhaité la bienvenue à la nouvelle Présidente et ont déclaré qu'ils se réjouissaient à l'idée de collaborer avec elle au cours de l'année à venir.

25. Le représentant de Hong Kong, Chine a remercié le Président sortant de s'être acquitté de sa tâche avec le plus grand sérieux et d'avoir partagé la situation du Comité avec un nombre accru de Membres, ce qui avait eu pour effet de susciter un débat particulièrement utile. Il a espéré que l'impulsion donnée au cours des mois précédents se poursuivrait de façon que le Comité puisse achever son mandat en 2001. Il a également remercié le Secrétariat pour son soutien au Président et pour tous les documents élaborés au cours des mois écoulés.

26. Le représentant de l'Inde a exprimé la satisfaction de sa délégation face aux efforts déployés par le Président sortant au cours de l'année écoulée pour engager le Comité à avancer dans ses travaux. Malheureusement, ces efforts n'avaient pas porté les fruits souhaités, mais chacun a réalisé qu'il s'agissait là d'un processus long et difficile. Le flambeau était maintenant entre les mains de la nouvelle Présidente. Remerciant les Vice-Présidents et le Secrétariat pour le travail accompli au cours de l'année écoulée, il a relevé que le personnel du Secrétariat était souvent soumis à des exigences excessives et, souvent, très urgentes, mais que, malgré tout, il avait toujours su se montrer à la hauteur, fournissant aux Membres les services demandés. Il a exprimé l'espoir que l'Ambassadeur des Philippines se joindrait aux délégués du Comité et aiderait le Comité à avancer dans ses travaux au cours de l'année à venir.

27. La représentante de la Malaisie, s'exprimant pour le compte des pays de l'ANASE, a remercié le Président sortant pour sa présidence du Comité et a déclaré que les pays de l'ANASE étaient fiers du travail accompli. Elle a remercié les Vice-Présidents d'avoir présidé l'examen des accords commerciaux régionaux avec une grande compétence.

28. Le représentant de la Hongrie a remercié le Président sortant d'avoir presque réussi l'impossible. Selon lui, le Comité avait fait quelques progrès vers l'aplanissement des divergences même si, peut-être, ils n'étaient pas encore visibles. Sa délégation était convaincue que les

consultations que la Présidente mènerait sous peu produiraient plus de résultats que par le passé. La question en cours d'examen revêtait une grande importance non seulement pour le Comité, mais aussi pour l'ensemble du système commercial et, en définitive, pour l'OMC. Il a aussi remercié les Vice-Présidents pour le travail accompli au cours de l'année écoulée.

29. Le représentant du Japon a déclaré que sa délégation avait sincèrement apprécié les efforts déployés sans relâche par le Président sortant, grâce auxquels certains progrès avaient pu être réalisés. Le représentant des Communautés européennes a remercié le Président sortant pour le travail accompli au cours de l'année écoulée. Considérant que la tâche du Comité était réalisable, il a assuré la Présidente du soutien des Communautés dans l'exercice de ses responsabilités. Le représentant de l'Australie a remercié le Président sortant d'avoir su diriger l'embarcation du Comité dans des eaux agitées. Il a aussi remercié le Secrétariat pour le dur travail accompli sur le pont. Le représentant du Canada a remercié le Président sortant et les Vice-Présidents pour le dur travail accompli et l'enthousiasme avec lequel ils s'étaient acquittés de leurs responsabilités au cours de l'année écoulée. Il a aussi remercié le Secrétariat pour tous les documents élaborés. Le représentant de l'Uruguay, s'exprimant au nom des pays membres du MERCOSUR, a remercié le Président sortant de n'avoir ménagé aucun effort pour faire avancer le Comité; il a aussi remercié les Vice-Présidents pour le travail accompli en 2000.

#### F. AUTRES QUESTIONS

30. La représentante des États-Unis a proposé que le Comité distribue un ordre du jour provisoire annoté, à l'exemple de la pratique suivie par le Comité antidumping et le Comité des subventions. Cet ordre du jour provisoire présenterait les points susceptibles d'être examinés, assortis d'annotations pertinentes, et serait distribué 30 jours avant la réunion. Cette solution permettrait aux délégations de mieux s'organiser et faciliterait l'avancement du processus. Les annotations seraient de nature procédurale et indiqueraient, par exemple en ce qui concerne les accords commerciaux régionaux, quel serait le cycle d'examen, où se trouvaient les comptes rendus, quels documents allaient probablement être présentés. Reconnaisant que ce mécanisme faciliterait la planification tant à Genève que dans les capitales, les représentants de la Hongrie, du Japon, de l'Australie, du Canada, de l'Uruguay, s'exprimant également au nom des pays du MERCOSUR, ont appuyé cette proposition. Le représentant du Canada a demandé que les annotations précisent aussi si l'accord commercial régional en question s'appliquait aux marchandises et/ou aux services.

31. Constatant que la proposition des États-Unis avait reçu le soutien d'un grand nombre de délégations, la Présidente a demandé au Secrétariat d'y donner suite. Elle a proposé d'avancer les dates de la session d'automne du Comité du 22-23 octobre au 27-28 septembre, afin de permettre au Comité de parachever son rapport annuel dans les délais en vue de la dernière réunion du Conseil général avant la Conférence ministérielle. Elle a déclaré que le Président du Conseil général mènerait des consultations au sujet de la coordination des travaux du Comité avec ceux du Conseil général, en tenant compte, notamment, des débats qui avaient eu lieu lors de la dernière réunion de cet organe.

32. Le Comité a pris note des observations qui avaient été faites.

---